



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le SNUipp-FSU Mayotte ne se permettra pas de porter un jugement sur la décision des élus mahorais-es de faire fermer les écoles les 15 et 16 septembre 2022 pour pousser l'Etat à agir contre l'insécurité.

En effet, les agressions violentes continuent à prendre de l'ampleur à Mayotte. Pire, elles se sont solidement ancrées dans le département. Chaque jour des collègues nous remontent des cas de tentative d'agression soit sur leur lieu de travail, soit sur le chemin de l'école, soit chez eux. Il fallait donc un électrochoc ...

Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi l'Etat n'est toujours pas capable de rétablir et maintenir durablement l'ordre dans un aussi petit territoire. Le nombre insignifiant d'interpellations et de condamnations est d'autant plus surprenant en comparaison à la foulditude de cas d'agressions.

Devons-nous rappeler que le SNUipp-FSU Mayotte a été très actif en 2018 dans le mouvement populaire contre l'insécurité et qu'il s'est retrouvé isolé avec les manifestants vers la fin de la mobilisation parce qu'il ne voulait pas abandonner la lutte en l'absence de solutions pérennes ?

Le SNUipp-FSU Mayotte maintient qu'il faudrait encore plus de moyens matériel et humain pour garantir la sécurité dans le département et pour faire condamner celles et ceux qui auront été reconnu.e.s coupables d'actes d'agressions.

Par ailleurs, le SNUipp-FSU Mayotte estime qu'il est très dangereux d'occulter le volet préventif et social pour traiter l'insécurité. Cela passe par la scolarisation dans de bonnes conditions de tous les enfants en âge d'obligation scolaire (donc par la construction des salles de classe manquantes), cela implique aussi une meilleure prise en charge des élèves et des jeunes en situations d'échec scolaire, cela exige le développement du service public ...

Pour le SNUipp-FSU Mayotte, la nationalisation temporaire des constructions scolaires est l'une des solutions pour accélérer les constructions d'écoles afin de scolariser tous les enfants en âge d'obligation scolaire, alors que les élus s'y opposent. Ils doivent alors assumer pleinement leurs responsabilités vis-à-vis de l'école mais pas se cacher derrière le phénomène migratoire pour justifier leur inaction.